Protestantismes et culture dans l'Europe moderne (XVI^e- XVIII^e siècles)

Hubert Bost

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/asr/864>

DOI : 10.4000/asr.864

ISSN : 1969-6329

Éditeur

Publications de l'École Pratique des Hautes Études

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2010

Pagination : 337-341

ISBN : 978-2-909036-37-3

ISSN : 0183-7478

Référence électronique

Hubert Bost, « Protestantismes et culture dans l'Europe moderne (XVI^e- XVIII^e siècles) », *Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences religieuses* [En ligne], 117 | 2010, mis en ligne le 26 janvier 2011, consulté le 09 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/asr/864> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/asr.864>

Protestantismes et culture dans l'Europe moderne (xvi^e-xviii^e siècles)

Dans la *Requête en faveur des protestans* qu'il dresse en 1763, l'écrivain La Beaumelle (1726-1773) se fait le porte-parole de ses coreligionnaires. Ce texte, soumis par la suite au synode national de 1763 par le pasteur Paul Rabaut, n'y est pas adopté en raison de son audace : les représentants du synode n'osent endosser des thèses qui, bien qu'apparemment déférentes, mettent en cause la politique royale de Louis XIV... et de Louis XV. De son côté, La Beaumelle, exilé en Languedoc après deux séjours à la Bastille, ne peut envisager de le publier sous son nom sans compromettre ses chances de retour à Paris¹. Personne ne veut signer ce texte dérangeant, foisonnant et passionnant, qui restera manuscrit et quasiment inconnu. L'année a été consacrée à en étudier la première partie dans le cadre d'un projet d'édition critique et annotée.

L'étude de ce cahier de 186 pages (dont il existe plusieurs états), qui a déjà fait l'objet de différentes publications², passe préalablement par l'établissement du texte (saisie et annotation provisoire). Elle requiert une exégèse attentive qui implique une enquête sur son contexte historique, sur sa genèse, sur ses sources et sur son élaboration littéraire.

La décision de rédiger cette Requête et la volonté de la faire ratifier par le synode sont nées d'un diagnostic théologico-politique : au lendemain des affaires Rochette et Calas (1761), La Beaumelle est convaincu que les Églises protestantes clandestines (Églises « du Désert » ou « sous la Croix ») se fourvoient lorsqu'elles s'en tiennent au registre de la plainte (au sens à la fois juridique et affectif). Il considère que l'avantage qu'aurait la France à autoriser le culte des « non conformistes » – pour « séculariser » son propos, La Beaumelle désigne ainsi les protestants, et parle du catholicisme comme du « culte national » – peut

1. Voir C. LAURIOL, *La Beaumelle, un protestant cévenol entre Montesquieu et Voltaire*, Genève 1978 ; *id.*, *Études sur La Beaumelle*, Paris 2008.

2. H. BOST, « Une correspondance huguenote : la préparation du synode de 1763 par La Beaumelle et Paul Rabaut », dans P.-Y. BEAUREPAIRE (dir.), *La plume et la toile. Pouvoirs et réseaux de correspondance dans l'Europe des Lumières*, Arras 2002, p. 83-106 ; *id.*, « Un "Traité sur la tolérance" clandestin : la Requête des protestants rédigée par La Beaumelle en 1763 », *La Lettre clandestine* 13 (2004), p. 119-138 ; *id.*, « La Beaumelle et la tolérance en 1763 : pour une réintégration des protestants en France », dans J. RENWICK (éd.), *Voltaire, la tolérance et la justice, 1762-1778*, Louvain (à paraître en 2010).

être historiquement, philosophiquement et politiquement démontré. Elle y a intérêt (démographiquement, politiquement, économiquement), et elle en a le devoir (moralement, philosophiquement, et même religieusement). Cette analyse et le choix tactique qui en découle apparaissent clairement dans la correspondance que La Beaumelle échange avec Paul Rabaut en 1762 et 1763, dont les principaux échanges ont été commentés³. La collaboration entre Rabaut et La Beaumelle est née au lendemain de l'affaire Calas, lorsque le pasteur de Nîmes avait besoin d'une plume éloquent pour dénoncer les propos diffamatoires tenus sur les protestants (*La Calomnie confondue, ou mémoire dans lequel on réfute une nouvelle accusation intentée aux protestants de la province de Languedoc*, 1762). Mais les convictions que défend la Requête avaient déjà été exprimées quinze ans plus tôt par La Beaumelle. Alors qu'il n'avait que 21 ans et qu'il était précepteur au Danemark, il avait publié un petit ouvrage intitulé *L'Asiatique tolérant* (1748). Derrière la fiction exotique qui évoquait le « Zeokinizul, roi des Kofirans » (Louis XV, roi des Français) dont Crébillon avait raconté les amours, La Beaumelle militait fougueusement en faveur de la tolérance pour ses coreligionnaires de France. Or cette œuvre de jeunesse, dont La Beaumelle réutilise par la suite certains matériaux dans la Requête, était déjà très influencée par la pensée philosophique de Pierre Bayle et par la réflexion historique et juridique d'Élie Benoist : La Beaumelle a beaucoup travaillé et réfléchi à partir du *Commentaire philosophique* (1686) du premier et de l'*Histoire de l'Édit de Nantes* (1693-1695) du second. Plus récemment, des auteurs tels qu'Antoine Court (*Le Patriote français et impartial*, 1751) avaient à leur tour défendu la même cause en recourant à des arguments historiques, philosophiques, politiques et théologiques. Tout un corpus d'exemples et de citations favorables à la tolérance avait ainsi été peu à peu élaboré, dans lequel La Beaumelle puise abondamment – comme Voltaire la même année, pour son *Traité sur la tolérance* –, mais qu'il enrichit de façon impressionnante.

La Beaumelle défend simultanément plusieurs thèses. Quel que soit le plan (historique, juridique, politique) sur lequel il se place, il prétend montrer que les meilleurs penseurs, les meilleurs législateurs et les meilleurs gouvernants ont toujours préféré le parti de la tolérance. Cette thèse hardie l'amène à parcourir l'histoire du monde en quête d'exemples souvent originaux dans des sources parfois rares. Elle le conduit à débusquer les « lapsus » de certains auteurs qui reconnaissent les droits de la conscience ou les vertus de la tolérance à leur corps défendant, mais aussi parfois à forcer les témoignages pour qu'ils correspondent à sa thèse. La Requête est à la fois une réflexion philosophique profonde, indéniablement audacieuse pour son temps, et un texte militant dont l'auteur prend parfois des libertés avec ses sources pour « démontrer » et documenter ses

3. L'édition critique de la correspondance de La Beaumelle est en cours de publication : H. BOST, C. LAURIOL et H. ANGLIVIEL DE LA BEAUMELLE (éd.), *Correspondance de La Beaumelle (1726-1773)*, Oxford (16 t. prévus) : I : 1726-1747 (2005) ; II : avril 1747 – juillet 1749 (2006) ; III : août 1749 – février 1751 (2007) ; IV : mars 1751 – avril 1752 (2008) ; V : mai 1752 – avril 1753 (2009).

affirmations. Un premier travail éditorial consiste donc à identifier les sources dont se sert La Beaumelle (elles sont en général indiquées par une référence bibliographique abrégée portée en marge, mais pas toujours). Il faut ensuite comparer les textes originaux avec l'utilisation qui en est faite : la liberté avec laquelle La Beaumelle cite, résume ou récrit peut étonner, voire choquer un lecteur du *xxi^e* siècle ; elle est pourtant courante au *xviii^e*. On est frappé par l'extrême diversité des emprunts et l'originalité des exemples. La place des historiens de France (Mézeray, de Thou) ou des œuvres historiques de Voltaire est important ; mais c'est assurément le *Dictionnaire historique et critique* de Bayle qui joue pour La Beaumelle un rôle documentaire prépondérant. C'est là qu'il puise, sans toujours conserver la prudence méthodique et le sens de la nuance du philosophe de Rotterdam, les multiples citations qui donnent à la Requête son aspect érudit : l'accumulation d'exemples rares, anciens ou lointains vise à établir historiquement le bien-fondé de sa thèse. Tandis que Voltaire, au même moment, cherche à frapper l'opinion en vue de faire réhabiliter Calas, La Beaumelle élabore un vrai *Traité sur la tolérance* qui, s'il est beaucoup moins digeste et percutant, s'avère extrêmement riche pour comprendre certains liens tissés entre les Lumières et le protestantisme français.

La Requête est un texte hybride et paradoxal. Rédigée au nom des Églises réformées de France qui se réunissent bien que leurs assemblées soient interdites, elle revêt la forme de la supplique au roi, notamment en son début : Louis XV est un père pour ces croyants « non conformistes » ; s'il était mieux informé de leur déplorable situation, ce monarque éclairé prendrait à coup sûr les mesures qui s'imposent pour les réintégrer dans la communauté nationale. Pourtant, La Beaumelle étouffe dans le genre littéraire de la « requête », et les marques de déférence dont son texte est parsemé paraissent, au fur et à mesure que l'on progresse, de plus en plus formelles. La Beaumelle est souvent emporté par sa démonstration, de sorte que son discours se révèle « philosophique » au sens où il subvertit le prétendu consensus théologico-politique sur lequel est fondé la monarchie française. On est donc en présence d'un document qui s'efforce de revêtir les marques d'un texte officiel (il présuppose l'agrément des Églises au nom desquelles il parle au roi), mais dont le contenu, tant religieux que philosophique, s'avère presque dangereux, et en tout cas digne de figurer parmi les écrits « philosophiques » et clandestins qui circulent discrètement à l'époque.

La première partie du texte, qui a fait l'objet du travail de cette année, a fait apparaître la richesse thématique de ce document. On retiendra trois thèmes dans le présent cadre.

La Beaumelle souligne et dénonce la contradiction légale entre l'interdiction des protestants en France sous le prétexte qu'ils auraient disparu et l'évidence de leur présence. Leurs oppresseurs considèrent qu'ils ne doivent pas être entendus [...] puisque les lois du royaume, loin d'y reconnoître des protestans, portent sur cette maxime, *il n'y a plus de protestans en France*. Le comble du malheur pour des sujets, c'est sans doute d'être obligés de prouver leur existence : or telle est notre condition. Dans le tems même qu'on nous fait exister dans la misère, on nous nie froidement que

nous existions. Hélas ! pour preuve de notre existence nos ennemis n'ont que trop de quittances de leurs bourreaux (p. 2).

La Beaumelle fonde la légitimité de la Requête sur cette contradiction entre un droit fictif mais redoutable et la réalité de la présence des protestants. Cet écart existe depuis la révocation de l'édit de Nantes, quelque quatre-vingts ans plus tôt :

En lisant d'un côté tant d'édits qui les supposent tous réunis à l'Église nationale et de l'autre tant de jugemens qui les condamnent pour avoir prié Dieu hors de cette Église, tant de harangues qui félicitent Louis le Grand de les avoir exterminés et tant de déclarations qui tendent à réprimer ces hommes anéantis, tant de répétitions de cet axiome, *la France est toute catholique* et tant de réglemens qui exigent pour les moindres emplois enquête ou certificat de catholicité, les médailles qui disent que le feu roi convertit deux millions de protestans et les réclamations de deux millions de sujets qui s'inscrivent en faux contre cette dénomination de nouveaux-convertis, Votre Majesté ne peut qu'être étonnée de ces contradictions et regarder cette erreur de droit démentie par tant de faits, comme un piège grossier tendu à votre sagesse et comme une source perpétuelle d'injustices. La loi ne reconnoît point de protestans ; et tous les jours l'autorité se déploie contre eux. La Religion Prétendue Réformée est détruite ; & le brevet d'un des secrétaires d'État porte qu'il est préposé aux affaires de cette religion qui n'est plus. Les ordonnances ne parlent que des nouveaux-convertis ; et elles ne sont en vigueur que contre ces protestans dont elles ne parlent jamais. Partir d'une fausse supposition pour donner à un peuple des lois qui ne conviennent qu'à un peuple différent, c'est s'aveugler pour avoir le plaisir d'être injuste. Ainsi l'on ne peut mettre en problème notre existence sans renoncer ouvertement à toute équité. Louis XIV triompha de ses sujets non-conformistes bien plus qu'il ne les vainquit : et notre nombre en est la preuve (p. 3).

La Requête déploie une ample réflexion sur la nécessité de séparer les pouvoirs temporel et spirituel. Religion et politique ne doivent être confondues ni quant à leurs moyens, ni quant à leurs fins. Influencé par Bayle, La Beaumelle n'hésite pas à mettre en doute l'idée selon laquelle la religion garantirait la morale et cimenterait, voire fonderait la société :

L'État et la religion, considérée comme culte, n'ont rien de commun. L'État nous fait vivre sous les lois des hommes, et la religion sous celles de Dieu. L'État se soutient par la contrainte, la religion s'établit et se perpétue par la persuasion. Le chef de l'État est armé pour la manutention des coutumes, et les chefs de la société religieuse n'ont d'autres armes que les exhortations, les raisonnemens, les prières et la dénomination des jugemens divins. L'État permet telle action que la religion réprouve, et la religion exige telle perfection que l'État juge indifférente. Il est des peuples sans religion, du moins extérieure, dont la police est très sensée ; il en est d'autres sans police, du moins régulière, qui sont fort jaloux de leur culte. La société civile peut même être considérée comme antérieure à la société religieuse (p. 43).

La Beaumelle insiste également sur l'impossibilité de restreindre la liberté religieuse au for intérieur. Cette liberté est un droit imprescriptible tel qu'aucun souverain n'a le droit de le contester ; il implique nécessairement le droit de célébrer publiquement le culte. D'autre part, contrairement à une idée généralement admise

alors, la diversité confessionnelle n'entraîne pas un affaiblissement politique du royaume, bien au contraire :

On répond que la diversité de culte ne trouble point par elle-même la tranquillité publique. Si les cultes ont produit des guerres, ces guerres doivent être attribuées au zèle d'uniformité. Le principe de la liberté de conscience est un principe de paix et de justice. L'opinion religieuse est ardente, il est vrai, à se répandre, parce qu'elle se croit utile, mais uniquement par la voye de la persuasion, parce qu'elle ne se croit utile qu'autant qu'elle est librement adoptée. Quiconque veut que son ame soit libre consent que celle de son voisin le soit. Ce principe a souvent trouvé sur ses pas l'impiété qui prend tous les sentimens religieux pour des inventions humaines et l'ambition qui veut que tout plie sous elle. Mais il n'est point responsable des maux qu'il n'a point causés ou qu'il n'a causés que par accident. Partout où ces deux ennemies ne se sont point opposées à ses progrès, il a rectifié les erreurs, adouci les mœurs et fait le bonheur des empires. Le prince a sans contredit le droit de tarir la source des troubles. Mais en proscrivant la diversité de culte, il déclareroit turbulent et séditieux ce qui ne l'est pas. Son office n'est pas de simplifier les opinions, mais de les mettre dans l'impossibilité de se nuire soit en les balançant l'une par l'autre, soit en les réprimant si elles sont ambitieuses, soit en les contenant par une égale répartition de vigilance et de bienfaits (p. 57).

L'étude de ce texte se prolongera au cours de l'année prochaine.